



HAL
open science

Théorie du moderne

Alain-Marc Rieu

► **To cite this version:**

Alain-Marc Rieu. Théorie du moderne : Le moderne comme catégorie des sciences humaines et sociales. Ebisu - Études Japonaises , 2011, 44 (Automne-hiver 2010), pp.13-32. hal-00699184

HAL Id: hal-00699184

<https://hal.science/hal-00699184>

Submitted on 19 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alain-Marc Rieu
Professeur, Faculté de philosophie, Université de Lyon-Jean Moulin
Institut d'Asie Orientale (CNRS), ENS de Lyon

Août 2010,

Colloque

**La modernisation du Japon revisitée.
Que reste-il de l'approche « moderniste » ?**

A Yves-Marie Allieux,

Théorie du moderne

Introduction : le moderne comme catégorie

Toute épistémologie des sciences de l'homme et de la société conduit tôt ou tard à étudier l'impact du rôle, de la conception et de l'organisation de la connaissance dans l'évolution des sociétés. Ce travail m'a conduit à analyser les études portant en Europe et aux Etats-Unis sur le Japon, aussi bien l'économie, la sociologie, les sciences politiques, la littérature et la critique littéraire que la philosophie¹. Ces disciplines manipulent en permanence une notion qui n'est jamais pleinement définie mais qui organise tout ce champ d'étude. Cette notion est celle de Moderne : elle fonctionne comme une catégorie qui est à la fois étudiée par chaque discipline et présumée par chacune d'entre elles. La catégorie du moderne n'est jamais pleinement définie parce qu'elle n'est pas unifiée. Elle est le plus souvent réduite à l'idée de modernisation, alors qu'elle enveloppe diverses sous-notions, certaines très critiquées, comme celle de modernisation assimilée depuis les années 1940 aux débuts des années 1980 à la notion de « développement ». D'autres sous-notions furent comme *à la mode* et semblent passées de mode comme celle de postmoderne. Une autre encore, tout aussi confuse, est celle de

¹ Ce texte expose la structure de mon livre *Savoir et pouvoir dans la modernisation du Japon* (Rieu 2001) pour en extraire une théorie susceptible de décrire sur le même modèle la trajectoire évolutive de pays différents.

« modernité », la plus souvent traitée comme l'essence ou la caractéristique d'une société dite « moderne » ou « modernisée ». L'usage de « moderne » en esthétique et histoire de l'art accroît la complexité de la notion, mais elle l'enrichit et l'éclaire aussi. Le « modernisme » est une notion exprimant à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e les rapports entre art, architecture, design et société. L'idée d'un post-modernisme est née à partir des années 1960 d'une diffusion et généralisation d'une critique du Modernisme² entreprise par des architectes, des urbanistes et des designers.

Mais surtout, le Modernisme fut au Japon, après 1945, un grand mouvement intellectuel et politique, exprimé en particulier par la théorie politique et sociale développée par Maruyama Masao³. Le Modernisme caractérise la pensée « d'après-guerre », la deuxième phase de la modernisation du Japon. Le but et le programme de ce mouvement furent d'analyser les causes de l'ultranationalisme japonais et des conditions d'une démocratisation susceptible d'achever la modernisation du Japon entreprise à la fin de l'époque Tokugawa et au début de l'ère Meiji. Ce travail mobilisait tous les acquis des sciences humaines et sociales, en particulier le Marxisme. Le but du Modernisme était fondamentalement politique : la conception et l'établissement d'un régime démocratique. Mais ce but créait une tension avec les objectifs des forces d'occupation américaines pour qui la modernisation se réduisait au développement économique et à l'amélioration du niveau de vie et de consommation la population. La démocratie n'était pas l'objectif mais un effet dérivé et finalement secondaire.

Cette diversité des problèmes et des situations explique la confusion de la notion de « moderne ». Paradoxalement, cette confusion n'est manifestement pas un obstacle à l'usage de ces notions, aussi bien dans les sciences humaines et sociales, que dans les médias ou en politique. On parle de la société moderne, de la modernisation de l'Etat, de la Sécurité sociale ou de la Poste, de la modernisation de la Chine. On se demande si un Islam moderne est possible, si le Japon est

² Typiquement les livres de Robert Venturi, *Complexity and Contradiction in Architecture* ((Venturi 1966), Manfredo Tafuri, *Architecture and Utopia* (Tafuri, 1973) et de Rem Koolhaas, *Delirious New York* (Koolhaas 1978).

³ Voir Andrew Barshay (Barshay 2004).

hypermoderne, comment s'y réconcilie tradition et modernité. Ces ambiguïtés paraissent tolérables parce que ces notions ne sont pas définies. On ne sait pas réellement de quoi l'on parle, mais cela permet d'en parler. Cette situation montre toute la complexité de la notion de « moderne » mais aussi la nécessité désormais de la théoriser. Ces ambiguïtés sont en effet un obstacle épistémologique majeur pour toute entreprise comparatiste fiable. Or l'étude du Japon conduit depuis longtemps les chercheurs à modifier les frontières entre les sciences de l'homme et de la société, à relativiser leurs modèles et leurs présupposés. De plus, les intellectuels japonais eux-mêmes, dès le milieu du XIX^e siècle, ont travaillé la catégorie du moderne pour « moderniser » le Japon et pour comprendre le processus historique dans lequel ils étaient engagés. Les Etudes japonaises ont donc une valeur épistémologique majeure dans le continent des sciences humaines et sociales. L'idée directrice est que la reconstruction des concepts de base de ces disciplines provoquée par leur adaptation au cas du Japon conduit à les reconfigurer, ce qui leur assure un degré de généralité supérieur et permet de concevoir *le moderne* non plus comme une notion *à tout faire* mais comme une catégorie à part entière susceptible d'accroître en retour la connaissance des sociétés, européennes ou non-européennes. Donc je n'extrais pas des idées de modernisation, de moderne et de modernité, une conception ou une philosophie issues de la généralisation d'un cas particulier. Il s'agit d'établir une théorie permettant d'engager sur le même modèle l'analyse comparée de trajectoires évolutives distinctes. Une telle théorie ouvre la possibilité d'analyses comparatives d'un nouveau type, propre à l'émergence des *Global Studies*.

La catégorie du moderne comprend différentes notions qui désignent en réalité des moments et des processus spécifiques dans l'évolution d'une société, même s'ils sont associés, enchaînés⁴. La distinction de ces processus et l'analyse de leurs relations permettent de constituer la catégorie du moderne. Or ces notions ont pour propriété distinctive de désigner non pas des états stables dans une société mais des transitions, de types d'évolution, des modules de transformations

⁴ Les notions de consécution, de causalité, etc., conviennent mal parce que ces moments-processus sont le plus souvent internes les uns aux autres, peuvent se chevaucher, interférer, etc. On se trouve devant un type de *causalité systémique*.

historiques. L'étude comparative du Japon et des pays d'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire des sciences humaines et sociales portant sur ces pays (les deux ne peuvent être distinguées) permettent de repérer différents moments et processus. La première phase est la pré-modernisation, au sens de société pré-moderne et proto-industrielle. La deuxième phase est celle de la rupture elle-même articulée en différents moments. La troisième phase est la modernisation proprement dite. La quatrième phase est ce qu'il faut nommer « la modernité » telle que Walter Benjamin l'explore dans l'œuvre de Baudelaire (Benjamin 1979), par Mori Ogai et Soseki (Rieu 2001 : 148-190), reformulé plus récemment comme « post-moderne » par Jean-François Lyotard ou comme « capitalisme tardif » par Fredrik Jameson (Jameson 1999 : 177-195). Le cas du Japon permet de distinguer une cinquième phase, une tentative de clôture de la modernisation et de rejet du moderne. Cette cinquième phase s'est également produite en Europe de l'Ouest et ailleurs dans le monde. Elle conduit à des politiques extrêmes. Une sixième phase peut être observée depuis les années 1990. C'est une évolution potentielle en cours. On peut la nommer « le retour du moderne » ou « réouverture du moderne », c'est la recherche d'une autre « modernisation ».

Clarifier l'usage de ces notions permet donc de les distinguer et de montrer qu'elles nomment les différents moments et les processus distincts d'une évolution complexe, à la fois sociale et politique, économique et épistémique. Chaque moment est lui-même un module évolutif et processus spécifique : il a une structure et une dynamique propres. Ces modules sont disposés en chaîne ou en boucle et produisent ainsi des effets spécifiques. Chaque processus s'exprime de façon différente selon les sociétés, les *lieux* et les histoires. Il est enfin susceptible de se répéter, de se recombiner avec d'autres processus. Il n'est donc pas supposé dans ce texte que les nations européennes fournissent le modèle et la norme du moderne. Parce qu'elle repose sur les Etudes japonaises, cette approche permet d'évaluer les différences qui les distinguent et permet en même temps de les comparer. Le piège de l'eurocentrisme semble ainsi évité. Enfin, on ne peut oublier « le bruit et la fureur » de ces transformations au cœur des sociétés.

Processus 1. La proto-modernisation et l'entrée en crise

Ce processus désigne l'instabilité croissante d'un système social et son entrée dans une phase de transition le rendant progressivement imprévisible du point de vue de ses conditions initiales. Il évolue progressivement en dehors du système institutionnel qui le norme ou le régule. La situation devient à proprement parler « ingouvernable ». Cette instabilité est un phénomène intriqué que les Etudes japonaises permettent d'analyser avec précision. « L'entrée en crise » est l'effet émergent d'un processus interne qu'il faut nommer, conformément aux travaux des historiens de l'économie (Hau Michel 1987), une « proto-modernisation ». La notion de « proto-modernisation » (ou pré-modernisation) est plus riche que celle d'« Ancien régime » parce qu'elle permet de comprendre la dynamique permettant la transformation d'un système en un autre, ce qu'on nomme « révolution » ou « restauration ». Ce processus interne est celui par lequel une société atteint un moment paradoxal où l'ordre qui se développe en elle, engendre à partir d'un certain seuil son entrée en crise⁵. Cette émergence ouvre la possibilité d'une recomposition sociale, politique et économique, aux modalités variables, qu'on nomme communément « modernisation ». Ce commentaire prouve que la catégorie du moderne désigne des processus, des moments, des modules d'évolution à la fois distincts et imbriqués, dont il faut connaître la composition interne pour comprendre la façon dont ils sont associés.

On peut observer les moments suivants. D'abord une saturation interne engendrant un état de blocage. Cette situation récurrente dans l'histoire se résume ainsi : une transformation est à la fois reconnue par tous les principaux acteurs comme nécessaire et paraît pourtant impossible à réaliser parce que ses conséquences semblent inacceptables. Cette saturation engendre une déconstruction progressive qui va s'accroissant jusqu'à atteindre un seuil de rupture qui ouvre alors une nouvelle étape. Le cas du Japon est exemplaire : l'ordre administratif et policier (militaire à l'origine) mis en place au milieu du XVII^e siècle par la dynastie Tokugawa avait permis un développement économique intense,

⁵ Les deux formules pertinentes utilisées dans les années 1990 pour décrire un processus semblable furent : « la spirale ascendante est devenue descendante » et « le cercle vertueux est devenu cercle vicieux ».

essentiellement par la formation d'un marché intérieur unifié et les transferts de connaissance ainsi rendus possible. Dès le début du XIX^e siècle, ce développement se trouva entravé par le système institutionnel qui l'avait rendu possible : les régulations propres au mécanisme du marché ne parvenaient pas à s'exercer pleinement. Par exemple, des famines et les révoltes qu'elles entraînent étaient provoquées par l'impossibilité de « libéraliser » le marché du riz. Ce dernier était en effet la ressource par laquelle la classe des samouraïs percevait l'impôt en nature sur les biens agricoles et la propriété de la terre. Les samouraïs exigeaient des revenus constants, même en période de mauvaise récolte, ce qui provoquait la colère des paysans⁶. C'est un phénomène fréquent : l'organisation institutionnelle qui à un moment rend possible le développement devient à un autre un obstacle à ce même développement.

Ensuite, la rigidité du système social engendre sa déconstruction. Le système social du Japon pré-moderne reposait sur un système de castes, ouvert, en provenance de Chine, sur une hiérarchie d'« états » (*han*) qui bloquait la reconfiguration sociale engendrée par le développement du commerce, des échanges de savoirs et de personnes. Par exemple, la classe inférieure, celle des commerçants, dominait des secteurs entiers de l'économie. Dès le XVIII^e siècle, le système social excluait une part croissante de la population : samouraïs ruinés par la pacification du pays, paysans sans terre, artisans de toutes sortes, autant d'« émigrés de l'intérieur ». Selon Philippe Pons, 50 % environ de la population vivant à Edo vers 1750 était « hors classe ». Cette situation contredisait directement l'ordre administratif et social en place, même si les personnes et les groupes concernés n'avaient pas les moyens politiques de s'opposer à cette situation et de demander des réformes. On tient là les ferments (*seeds*) d'une recomposition sociale majeure, l'indication de la tendance qu'elle prendra lorsqu'une fois la crise survenue : ceux qui tenteront d'accéder au pouvoir chercheront à mettre le système social en conformité avec sa réalité sociologique et économique, tout en cherchant en même temps à préserver leurs intérêts et ceux des groupes qui les soutiennent.

⁶ La recherche d'une solution donna lieu à la naissance à une économie politique propre au contexte japonais de l'époque. Voir notre étude : « La formation d'académies privées et la codification des savoirs économiques au Japon des Tokugawa » (Rieu 1997 145-147), (Rieu 2001 42-44).

On assiste ainsi à la formation d'un groupe social porteur d'une dynamique nouvelle. Dans un système social bloqué, reposant sur un fort développement économique grâce à un marché fermé et unifié, atteignant les limites de sa structure institutionnelle, on assiste à la formation d'un groupe minoritaire, transversal aux différents « états » et accumulant un capital susceptible de transformer la société en fournissant les bases de sa recomposition. À la différence de l'Europe et de sa bourgeoisie, ce capital au Japon est le savoir. Ce groupe assemble en effet tous ceux qui se spécialisent dès le XVII^e siècle dans le traitement de la connaissance, la collecte, le classement et la distribution du savoir dans une société supposée fermée à l'extérieur mais ouverte à l'intérieur. Ces individus sont des courtiers en connaissances (*knowledge traders*). Le problème des acteurs de cette recomposition sociale virtuelle, n'est pas d'inventer des connaissances, de *découvrir*, mais d'acquérir, de classer et d'échanger (de vendre, sous forme monétaire et/ou symbolique) des connaissances, dans le but de transformer leur statut et leur rôle dans la société. Ce ne sont pas des inventeurs mais des innovateurs, des ingénieurs ou des techniciens, pas des « savants » car ces derniers, dans le contexte de l'époque, relèvent encore des Lettres chinoises, variantes japonaises du Confucianisme.

Au XVIII^e siècle, ce groupe composite va progressivement trouver dans l'infiltration des sciences et techniques européennes (dites « hollandaises ») un *instrument* leur permettant de renforcer leur position dans la société et, au milieu du XIX^e siècle, d'imaginer un nouvel ordre social leur accordant un statut spécifique, privilégié. À partir de l'« ouverture » du Japon, ils seront les « éclairés », ceux qui savent quoi faire, les « modernisateurs ». Sur le long terme, l'événement majeur de la modernisation japonaise est qu'ils ne parviendront pas au pouvoir : ils en seront les *instruments*. Mais leurs actions et leurs buts, leur conception de la connaissance et leurs intérêts pèseront lourd dans le système de production et de distribution du savoir qui se mettra en place à partir de l'ouverture, dans le processus de modernisation.

On assiste enfin à la formation d'une identité collective. Pendant l'époque Tokugawa⁷, se forme une idéologie nationale autour de la notion de *kokutai* (essence nationale⁸), qui conféra au Japon une identité transhistorique, établissant une unité du peuple par-delà ses clivages. Cette idéologie nationale a pour caractéristique d'être non pas un mythe, mais une mythologie, un corpus textuel organisé, construit par différents auteurs dans une perspective à la fois anthropologique et littéraire qui est un travail de rationalisation et d'organisation des croyances collectives et des mythes. Ce travail intellectuel collectif, associant de nombreux auteurs, conféra à cette construction idéologique une prégnance de long terme.

La catégorie du moderne est déjà devenue plus précise et opératoire. La notion de « proto-modernisation » permet de comprendre l'entrée en crise du Japon au milieu du XIX^e siècle et son immense transformation à venir. Un système social repose à la fois sur une structure interne, son organisation institutionnelle, mais aussi sur un opérateur, une instance de réflexivité et de gouvernance qui engendre et pilote une trajectoire évolutive, qui lui donne un sens, une *directionnalité*. Dans le système évolutif qu'est une société, une classe ou un groupe porte l'évolution de tout le système social, la bourgeoisie en Europe de l'Ouest, les « intellectuels » dans le Japon pré-moderne et moderne. Le processus de proto-modernisation est donc très différent en Europe et au Japon. La modernisation le sera aussi.

Processus n° 2 : la transition. Rupture, ouverture ou fermeture, décollage ou blocage

La rupture est le paroxysme de cette crise, le moment où la déconstruction du système social s'étend au système administratif et politique. La transition peut être très rapide comme au Japon ou prendre tout un siècle comme en Chine pour

⁷ Par opposition à l'appellation « époque d'Edo » qui insiste sur des aspects politiques et culturels, moins sur la structure administrative et le système de pouvoir caractérisant le Japon du milieu du XVII^e siècle au milieu du XIX^e siècle. Elle désigne une période marquée par un développement interne caractéristique d'une *pré-modernisation*, sans qu'une modernisation potentielle ait à se conformer à un quelconque modèle « européen » ou « occidental ».

⁸ En tant qu'origine de la souveraineté et de l'identité, identifié à l'empereur et à la Maison impériale, transcendant les régimes politiques qui en sont l'expression et l'organisation empiriques, le *kokutai* est le noyau affectif de la nation.

accélérer finalement, ou enfin être très lente comme dans la France actuelle⁹. La différence des durées ne doit pas masquer la similitude des processus. Le problème est de savoir comment s'opère la rupture, ce qui la déclenche. Dans le cas du Japon, le facteur déclenchant est régulièrement identifié à une « pression extérieure » (*gaiatsu*). À ce moment de son histoire, il s'agissait d'une intrusion, de l'irruption d'une altérité, d'une menace de division interne (une guerre civile), d'une défaite et d'une colonisation. La rupture est le moment où s'engage une transition dont l'issue, au présent de la situation, semble imprévisible : la décomposition interne est accélérée par une irruption externe qui elle-même détruit le cadre conceptuel dans lequel la situation est pensée, ce qui provoque la recherche d'un cadre conceptuel nouveau. Dans le cas du Japon, on l'a vu, un cadre alternatif était disponible, porté par un groupe social qui s'affirmait « éclairé » et vecteur d'une réponse adaptée.

La caractéristique d'un moment de rupture est l'ouverture des possibles, de débats et d'expériences développés dans la rupture même. La mémoire de ce choc et des débats qu'il rend possible marque très profondément le système social et la mémoire collective. Qu'on pense à l'après-guerre et à l'*Anpo* de 1960 au Japon, à la révolution de 1789 et ses suites en France, à Mai 1968 en France encore, à la guerre de 1914 et à la crise des années 1920 en Allemagne, à la crise de 1929 aux Etats-Unis, etc. Ce sont dans l'histoire des sociétés des moments décisifs, des seuils : ils constituent la structure de l'identité individuelle et d'une mémoire collective. Aussi éloignés soient-ils dans le temps, ils sont toujours présents, comme en attente d'une répétition.

Le problème est le spectre des réponses que, tel un système immunitaire, un système social est capable d'apporter à la crise qui le bouleverse. L'intrusion peut être si violente que le système social est submergé et subverti : il se trouve « approprié », possédé par le système social étranger concurrent et désormais dominant. C'est ce qu'on nomme colonisation¹⁰. Dans ce cas, ses défenses immunitaires constitutives sont détruites : un système étranger investit la société colonisée en rendant progressivement ses défenses (son identité culturelle, sa

⁹ La France utilise l'unification de l'Europe pour retarder ses réformes, au lieu de les anticiper, et finalement pour les justifier.

¹⁰ De ce point de vue, la colonisation est un crime contre l'humanité.

mémoire collective, etc.) inopérantes. Ce qui se trouve détruit, approprié, c'est la relation interne entre le rapport à soi des individus et l'organisation sociale, économique et politique. Il en résulte une acculturation individuelle et collective de long terme. L'expérience montre qu'il est difficile de sortir d'une telle situation. Il suffit de citer les conséquences de la colonisation en Afrique, la situation des Noirs aux Etats-Unis, l'impact et le souvenir de l'occupation allemande en France, la mémoire même du Nazisme en Allemagne, le débat sur l'irruption des bateaux noirs, sur Hiroshima et l'*américanisation* au Japon, etc.

La réponse du Japon dans la seconde moitié du XIX^e siècle est exemplaire : elle consista à s'ouvrir parce qu'il lui était impossible de se fermer à une puissance étrangère techniquement et industriellement supérieure. La seule solution parut d'assimiler ce à quoi l'on ne pouvait s'opposer sans risquer d'être colonisé. Grâce à la classe composite des spécialistes du savoir, la réponse du Japon fut un apprentissage collectif de l'autre reposant sur une reconnaissance de l'asymétrie des forces en présence, des deux systèmes sociaux. Les élites japonaises ont admis leur faiblesse sur le mode d'un apprentissage à réaliser afin de rivaliser, de devenir égal et pouvoir s'opposer. L'apprentissage fut mimétique et il s'enferma dans une rivalité mimétique. L'enjeu a été de s'approprier les savoirs, les techniques par lesquels les puissances étrangères avaient pu quitter leur lieu d'origine, intervenir dans le système social japonais situé à l'autre bout du monde et le contraindre à s'ouvrir, à se transformer. C'est ce pouvoir et ce vouloir que les élites japonaises vont chercher à s'approprier, à reproduire et qu'elles se mettront à exercer à leur tour dès la fin du XIX^e siècle.

C'est un processus complexe et à haut risque. Pour opérer un tel apprentissage, il faut disposer d'un référent qui ne puisse pas être détruit par cette irruption et cette assimilation, dans le cas du Japon une identité nationale transcendante et anhistorique, unifiant le peuple et la nation. La réponse japonaise fut la construction progressive d'un nationalisme radical fondant l'Etat sur un principe transcendant, l'empereur, et justifiant les moyens que cet Etat est susceptible de mobiliser et les fins qu'il se donne¹¹. Cet apprentissage fut opéré par

¹¹ La Constitution de 1889 est explicite sur ces différents points.

un groupe social préformé, ceux qui s'étaient spécialisés dans le traitement du savoir, les *modernisateurs*. Mais ce groupe composite s'est alors divisé. Certains, jusqu'à aujourd'hui, refusent toute collaboration avec le pouvoir. D'autres intellectuels se positionnèrent pour prendre en charge l'invention et la gestion de l'identité nationale¹².

Processus n° 3 : la modernisation

Les conceptions de la modernisation sont très différentes selon les époques et les nations. Au Japon, la première conception de la « modernisation » fut l'idéologie des « éclairés », de ce groupe composite qui entendait assimiler les connaissances *étrangères* en reformulant « l'esprit japonais ». Ceux qui parvinrent au pouvoir n'entendaient que mettre ces compétences au service de la transformation du Japon en un Etat-nation et du contrôle de cet Etat. La deuxième conception de la modernisation fut celle que conduisit cet Etat : opérer une révolution industrielle au service de la nation souveraine. Sous le contrôle des forces d'occupation américaines et des institutions mises en place après 1945, une deuxième conception de la modernisation fut organisée. Le but était de reprendre et achever la révolution industrielle, en éliminant tout projet nationaliste. Comme on l'a vu, le « Modernisme » fut le nom donné à cette deuxième phase de la modernisation. Ce double aspect de la modernisation se retrouve exactement en Europe. Il est à la fois l'objet et le sujet des sciences sociales, de l'économie politique dès le milieu du XVIII^e siècle et de la sociologie au XIX^e. Le Marxisme est la théorie générale de cette évolution. Sur cette base, comme le montre Miura Nobutaka, les sciences sociales japonaises identifient un troisième moment de la modernisation : la « globalisation ». À la fin des années 1990, à partir de la déconstruction du bloc soviétique et de la première guerre d'Irak, la globalisation fut le programme sous hégémonie américaine d'une extension au monde entier d'une version modernisée et généralisée de la révolution industrielle et de ses effets escomptés.

¹² L'ouverture s'est effectuée dans une structure symbolique reposant sur l'opposition entre le propre (ce qui est proprement japonais) et l'étranger, ce qui vient d'ailleurs et qu'il faut apprendre pour s'en préserver et éventuellement le dominer. Je renvoie à mes travaux pour expliciter ce point, voir mon introduction « La modernité et la question du politique dans la pensée japonaise » (Rieu 1996 13-74).

La modernisation est donc un processus multiple que les sciences sociales réduisent à quatre effets principaux plus ou moins synchrones : 1. L'urbanisation et l'exode vers les villes ; 2. L'industrialisation, à savoir une révolution industrielle, avec développement d'un capitalisme d'Etat, puis de marché ; 3. Une étatisation caractérisée par la formation d'une bureaucratie ayant deux fonctions principales : le contrôle de la société et la gestion de la population, l'établissement et la garantie des règles du capitalisme de marché ; 4. Une *scientifisation* des connaissances et leur instrumentalisation croissantes au service de l'Etat et/ou de l'économie¹³.

Le processus de modernisation est en réalité d'un degré supérieur de complexité. Il est lui-même articulé en différentes phases¹⁴. Il est principalement une sortie de crise, l'émergence dans la crise d'une nouvelle trajectoire évolutive, la recomposition d'un nouveau système économique, social au fil de cette trajectoire. La modernisation est toujours une réponse à une rupture et l'issue d'une transition. C'est un processus spécifique, imprévisible pour les acteurs qui s'y trouvent engagés : la modernisation est une promesse, une projection dans l'avenir, la quête d'un futur, un âge d'utopies contradictoires. Les conditions présentes sont envisagées du point de vue de cet avenir à concevoir et construire. La modernisation est donc un processus d'une grande dynamique économique et technologique, mais il est instable du point de vue des conséquences sociales, des institutions politiques et des représentations collectives. Les sciences sociales participent de cette dynamique.

Les différents aspects de la modernisation sont bien connus, sans cesse étudiés par les sciences humaines et sociales qui en sont le produit historique. Dans le cas du Japon, il suffit de mentionner le rétablissement de l'empereur dans sa fonction de souveraineté et le renforcement croissant de la fonction impériale comme expression de l'identité nationale tout au long de la modernisation, au contraire de l'évolution sociale et politique de l'Europe. Il faut insister sur le bouleversement institutionnel et social provoqué par l'abolition des « états » (*han*) afin d'instaurer *de facto* un « peuple ». Or ce « peuple » n'était conçu qu'à partir de

¹³ En fait, la constitution d'un monopole d'Etat sur la connaissance, sur l'instruction et la recherche.

¹⁴ La première, ce qu'on nomme le « décollage » (*take off*) est l'objet d'un numéro spécial de la revue *Daruma Le concept de décollage : réception, appropriation et légitimation des savoirs étrangers* (Rieu 2001-2002).

ce qui l'unissait au principe impérial affirmé comme le seul garant de l'identité individuelle et collective. En résumé, un peuple existait, mais il était privé de démocratie parce que ce qui l'engendrait et l'unissait se trouvait toujours déjà par avance exprimé par le *tennô* (empereur). Il n'y a donc pas de « société civile » possible, distincte de la religion, de l'Etat et de l'économie, puisque le peuple c'était l'empereur. La trajectoire politique et sociale du Japon est donc radicalement différente de celle de l'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis.

Il faut accepter la conclusion suivante : la démocratie n'est pas un élément constitutif de la modernisation. Elle se forme en tant que mode de gestion des rapports entre le gouvernement et la population. Il peut donc y avoir modernisation sans démocratie¹⁵. Dans ces conditions, le développement de l'Etat et de l'industrie s'opèreront sous le contrôle de l'Etat et au service de l'identité nationale, substitut du « peuple ». Ce dispositif a progressivement accumulé les moyens de mobiliser toutes les ressources disponibles lui permettant de se renforcer, jusqu'à la guerre totale et l'autodestruction finale. Dans ce processus de modernisation fatale, les intellectuels seront largement au service de ces objectifs. S'ils ne veulent pas être exclus du processus et de ses bénéfices, ils devront finalement se soumettre à un impératif nationaliste qui les transcende et les dépasse. À des degrés différents, ce même processus fut observé en France ou en Allemagne.

La théorisation du moderne permet d'établir que le processus de modernisation n'est pas une convergence vers un modèle unique, ni l'émergence historique d'un tel modèle, malgré les analogies manifestes. La modernisation est au contraire fondamentalement multiple et conflictuelle¹⁶. Comme le montre l'exemple du Japon, on assiste, hier comme aujourd'hui, à une concurrence croissante entre des formes distinctes de capitalisme. On assistera bientôt à la concurrence entre des formes distinctes de régime politique « démocratique ».

Processus n° 4 : la modernité, le postmoderne.

¹⁵ Ce fut compris dès le début du XIX^e siècle par les auteurs qui allaient inventer en Europe une pensée d'extrême droite. Voir Isaiah Berlin (Berlin 1991 91-74). La démocratie survient néanmoins comme un élément indispensable de régulation des rapports entre le politique, l'économique et le social. Une explication dépasserait le cadre de cette étude.

¹⁶ Au contraire de la thèse d'une « fin de l'histoire » soutenue par Francis Fukuyama à la fin des années 1980, au moment de la désintégration du communisme.

Un obstacle majeur à la compréhension de l'évolution des sociétés réside dans l'usage permanent et confus de la notion de modernité. On traite cette notion comme si elle nommait l'ensemble du moderne, comme si elle en était l'essence, comme si elle en contenait une définition implicite. On la traite comme si elle était le nom d'une catégorie bien formée, alors qu'elle n'est qu'un moment du moderne. Historiquement, la modernité désigne en effet la fin et la crise de la modernisation. En effet, une des caractéristiques de la modernisation, en tant que réponse à la rupture d'un système social par saturation interne et/ou par perturbation externe, est d'engendrer sa propre crise, un type de crise qui lui est propre.

Cette crise de la modernisation est nommée « modernité » grâce aux Etudes japonaises¹⁷, à l'interprétation de Baudelaire par Walter Benjamin¹⁸, à la philosophie de Heidegger et de Hanna Arendt, à la sociologie de Georg Simmel et de Max Weber, ainsi qu'à l'œuvre de Robert Musil ou de Soseki. La modernité est le moment où se dévoilent aux sociétés la « vérité », les conséquences ou l'essence (*Wesen*) de la modernisation, ce que devient (*gewesen*) une société modernisée. Selon une autre perspective, la modernité est le désespoir, la désespérance du moderne, un désenchantement de la modernisation, de la même façon que Max Weber caractérisait la modernisation comme « désenchantement du monde ». La modernité est donc l'achèvement et le produit du processus de modernisation. Elle est caractérisée par une dissociation entre les individus et l'environnement institutionnel mis en place par la modernisation, le résultat conjugué de l'urbanisation, de l'industrialisation, de la bureaucratisation et de la *scientifisation*. C'est un moment récurrent dans l'évolution des sociétés. Sa dernière version date des années 1970 et 80 ; elle dure encore aujourd'hui. Elle fut alors nommée « postmoderne ». Les thèmes que développa ce mouvement dans le monde ont considérablement enrichi la conception de la modernité.

¹⁷ En particulier les nombreuses études sur le colloque *Dépassement de la modernité* qui s'est tenu à Tokyo en 1942 (Rieu 2001 204-241).

¹⁸ « Les sources où s'abreuve l'attitude héroïque de Baudelaire jaillissent des roches les plus profondes de l'ordre social qui se frayait un chemin vers le milieu du siècle. Ce sont les expériences qui instruisirent Baudelaire sur les transformations radicales des conditions de la production artistique. Ces transformations consistaient en ce que la forme-marchandise se manifestait dans l'œuvre d'art, et la forme-masse dans son public, avec une franchise et une véhémence jadis inconnues » (Benjamin 1979 234).

Ces thèmes sont désormais bien connus, indéfiniment répétés. Ils constituent l'idéologie actuellement dominante : 1. l'atomisation de la société conduit à un anonymat croissant de la vie dans les métropoles : cette perte du contenu de l'individualité engendre une montée de l'incommunicabilité entre les individus. 2. L'incommunicabilité entre les individus, les groupes et les générations engendre une montée de l'incivilité et l'apparition de nouveaux types de violence et de délinquance. 3. Une coupure entre les institutions politiques et les préoccupations quotidiennes des individus engendre la perte du sens de l' « espace public » et sa commercialisation croissante : la culture devient une marchandise, une industrie. 4. La transformation progressive des sciences en technologies à destination industrielle provoque un doute sur la rationalité, une méfiance sur des relations entre les sciences et société qui met en cause les principes du progrès scientifique. 5. L'urbanisation extrême conduit à la perte d'un rapport normatif avec une nature, ce qui entraîne au-delà de la dégradation de l'environnement, la perte d'un repère commun, anhistorique, transcendant les cultures, les sociétés et les religions.

Cette thématique est source dans le monde entier d'infinies variations, dans la culture académique aussi bien que dans la culture de masse qui tendent désormais à se confondre.

Processus n° 5 : sortir de la modernité. Le dépassement ou rejet de la modernisation

On s'approche désormais de notre histoire récente. On touche notre présent. En tant que crise de la modernisation, la modernité est à la fois une crise de la subjectivité et une crise institutionnelle. Elle est une phase de transition qui ouvre aux sociétés différentes possibilités d'évolution, elle révèle et intensifie ainsi l'instabilité des sociétés. C'est pourquoi la modernité est un moment dangereux pour une société, comme des sables mouvants, peu visibles puisqu'il se déroule dans la subjectivité des individus, mais profond parce que très largement refoulé. Le désespoir se retourne contre la modernisation et ses idéaux ; il peut devenir un refus, puis un rejet conduisant les individus à s'opposer à une trajectoire dans laquelle ils ne se reconnaissent pas, qu'ils n'ont pas voulue, ni décidée, qui s'impose à

eux comme un destin venu d'en haut. Cette attitude a historiquement conduit à l'élaboration d'un projet alternatif à la modernisation : le projet d'une sortie du malaise de la modernité, l'idée d'un dépassement de la modernisation. Le Japon des années 1930, l'Allemagne des 1920 et 30 sont les grands laboratoires des risques qu'engendre l'expérience de la modernité.

Ce mouvement engendre un programme collectif en deux modèles contraires, celui d'une société soit à restaurer, soit à construire. Deux grandes versions du dépassement de la modernisation ont été exprimées au XX^e siècle. Ce sont les deux formes principales (il y en a d'autres) du désespoir de la modernité et du désenchantement de la modernisation¹⁹.

- Le communisme, au-delà de la pensée de Marx, tel qu'il s'est formulé en Russie au début du XXe siècle et s'est diffusé en Europe et en Asie. Il propose l'édification d'une communauté nouvelle, réconciliée parce que dépassant les conflits de classe, la contradiction entre l'économie « capitaliste » et la société, l'organisation sociale et la subjectivité individuelle. Le communisme prétendait proposer le modèle d'une modernisation authentique, collectivement décidée et construite, scientifique par sa méthode, industrielle par ses moyens, ayant pour but l'émancipation de l'humanité. Ce modèle s'opposait à une modernisation non voulue (donc anti-démocratique), manipulée et pervertie engendrant l'exploitation de l'homme par l'homme.

- Le fascisme. Cette idéologie développe le fantasme collectif de restaurer un modèle social perdu ou perverti. Sous sa forme extrême, le Nazisme, ce modèle est celui d'une communauté précédant l'individualisme utilitariste supposé dissoudre l'unité historique du peuple, briser les liens de solidarité constituant une nation. Cette communauté nationale primordiale, pré-individuelle, présente en chaque individu, fut *naturalisée* dans l'Allemagne des années 1920 comme raciale, comme le lien intime entre une race (une nation) et le territoire qu'elle habite, le lieu historique de sa culture et de son développement. Alors que le capitalisme supposait que l'individualisation et le calcul d'intérêt augmentaient la richesse collective, le Nazisme soutenait que l'unité raciale d'un peuple sur son territoire engendrait une puissance

¹⁹ De ce point de vue, la notion de totalitarisme est peu opérante : elle associe sous des pratiques semblables des phénomènes historiques différents.

commune supérieure, mettant le développement économique au service non pas des intérêts particuliers mais de la nation tout entière. La version japonaise du fascisme, l'ultranationalisme, n'était pas raciale. Mais elle reproduisait les caractères majeurs de l'idéologie nazie. Elle trouvait sa source historique dans le composant même qui avait conduit l'ouverture et la modernisation du Japon, le *kokutai* (l'être national), comme une identité à préserver et comme le principe au service duquel tous les moyens se justifiaient.

Le projet d'un dépassement de la modernité est dangereux parce que, quels que soient les moyens que ses adhérents mobilisent, il conduit à une impasse individuelle et collective. Son aboutissement est une défaite, un anéantissement, une catastrophe. Dans le cas de l'Allemagne et du Japon, le but atteint fut exactement le contraire du résultat recherché : le nazisme et l'ultranationalisme ont conduit à la défaite, à l'invasion et à la colonisation. Tout le contraire de l'idéal de modernisation. La catégorie du moderne permet de comprendre que le dépassement ou le rejet de la modernisation repose sur une étape intermédiaire essentielle, l'expérience de la modernité. Si la modernité est indissociable de la modernisation, le programme du rejet de la modernisation est lui-même indissociable de la modernité. Il n'est donc pas simplement passé. Il est aussi à venir, susceptible de se répéter sous une forme dont on prend toujours conscience trop tard.

On ne peut pas aujourd'hui en rester là. L'idéal d'un dépassement de la modernité contient un autre moment, une autre voie, dite « postmoderne », dont il faut exprimer l'originalité pour éviter que la post-modernité soit définitivement rangée dans le placard des modes passées, avant qu'on ait véritablement évalué son sens historique. Le moment postmoderne, tel qu'on peut le comprendre en 2009, n'est en rien une nostalgie, une volonté de retour vers un ordre ancien, perdu ou profané. Ce n'est pas non plus le projet d'inventer un nouveau monde dépassant les contradictions et les violences de la modernisation. Ces deux « grands récits » sont effectivement dépassés. Comme l'avaient compris certains architectes des années 1960 confrontés aux impasses du modernisme, il ne s'agit pas d'un retour à une phase antérieure, d'une récapitulation, mais d'une répétition. Ce qui se répète, ce n'est pas tel évènement ou situation historique. Se répètent la forme des évènements, les cassures, les ruptures et les transitions, en particulier actuellement

ce moment où une évolution historique s'avère être l'arrivée d'une rupture et l'entrée dans une transition dont l'issue n'est pas prévisible. Telle est la tension qui caractérise le monde actuel.

Processus n° 6 : la répétition du moderne

La modernité est donc une phase d'instabilité et de transition au terme d'un processus de modernisation. Elle est comme sa limite et son retournement, un passage à son envers et son inversion. Elle en est ce qu'Ivan Illich nommait le moment « contre-productif ». Mais le rejet et le dépassement ne sont qu'une des réponses possibles à ce diagnostic. Il existe d'autres réponses. L'une en particulier se profile aujourd'hui. On peut discerner un retour, la volonté ou l'espoir d'une répétition du moderne. Cela conduit à concevoir la situation actuelle comme une étape dans un nouveau processus de proto-modernisation²⁰.

Dans ce cas, la modernité et la post-modernité des sociétés d'Europe de l'Ouest du Japon condenseraient les processus 1 et 2 : elles seraient à la fois une proto-modernisation et une transition. Si le diagnostic est hypothétique, les conséquences le sont aussi. Mais il faut insister sur un point : une telle situation peut conduire à une impasse dangereuse, marquée par le couple décadence/renouveau. Mais cette condensation des deux premiers processus ouvre effectivement la possibilité d'un dépassement positif. En effet, aujourd'hui, les deux moments qui s'y confondent portent chacun la mémoire de la trajectoire dont ils sont issus, la trace d'un changement qui se prépare et d'une rupture qui est en même temps une ouverture. Une répétition informée est possible. Ce qui est susceptible de se répéter, c'est l'ouverture même, celle qui met à distance le processus qu'elle achève. Les problèmes sont aussi difficiles qu'urgents : une société peut-elle échapper à la trajectoire évolutive dont elle est le produit ? Comment faire ? Une nouvelle ouverture est-elle possible ? Une autre modernisation peut-elle survenir, étant

²⁰ Ce fut le thème d'un colloque organisé à l'Université de Tokyo en 1997 *La modernité après le post-moderne* (Henri Meschonnic & Hasumi Shiguehiko, ed. 2002). Mon analyse de cette conjoncture est que les politiques scientifiques du Japon à partir des années 1990 ont pour enjeu de sortir du post-moderne en tentant d'ouvrir une autre modernisation: voir "La mutation du régime de la connaissance : le Japon et la sortie du post-moderne" (Rieu 2002 87-97). La thèse du "retour du moderne" est développée dans (Rieu 2001 253-332).

entendu que ce retour du moderne sera une émergence inédite ? Si la modernité n'est qu'une crise sans fin et sans ouverture, une impasse et une fermeture, alors la crise risque de s'éterniser, de conduire à de nouvelles illusions de dépassement, potentiellement aussi violentes que les précédentes.

C'est un enjeu majeur pour les sociétés qui se disent « modernes », pour les sociétés d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est. En effet, si l'on admet que la catégorie du moderne couvre un ensemble de phénomènes qui se sont produits en Europe à partir de la fin du Moyen-Age, aucun des pays concernés n'a encore connu une répétition du moderne et l'ouverture d'une autre trajectoire évolutive. Or, s'ils disposaient d'une connaissance adéquate du Moderne, les acteurs d'une nouvelle crise d'ouverture auraient la possibilité d'être guidés, informés, par la mémoire de la précédente. On touche ici la limite d'une théorie du moderne. Peut-on en effet soutenir que la construction d'une théorie du moderne est susceptible d'ouvrir cette possibilité ? La différence décisive par rapport à la modernisation précédente est la connaissance que les sciences humaines et sociales a été capable d'en produire C'est ce que le cas du Japon permet de théoriser. C'est une situation historiquement inédite.

J'entends par « retour du moderne » la répétition d'une fracture du système social rendant possible une autre ouverture, un apprentissage collectif de la situation ainsi créée, conduisant à l'ouverture d'une trajectoire évolutive inédite. La répétition de la fracture est un moment décisif : la réponse de la société à cette ouverture informée aura un impact de longue durée. Les sociétés industrielles avancées sont entrées depuis les années 1970 dans une crise majeure, dans une transition qui les contraint et les contraindra à se réinventer. La preuve qu'une nouvelle modernisation est possible me semble être la mutation du rôle, de la conception et de l'organisation de la connaissance dans certains pays industriels avancés, le Japon en particulier.

Conclusion

Une théorie du moderne pose donc des problèmes perturbants. Dans la perspective d'une telle théorie, il s'est finalement pas passé peu de chose dans l'histoire mondiale du dernier millénaire. Le seul événement fut ce qu'on nomme

confusément « modernisation ». Ce fut certes un événement complexe. Mais sa théorisation montre que ce fut un événement contingent et probablement limité. La possibilité même de construire une telle théorie pose autant de problèmes que les commentaires qu'on peut en tirer. C'est en tout cas le signe évident qu'un cycle de l'histoire mondiale, bien qu'encore inachevé, est en même temps arrivé à son terme. C'est un appel à la pensée d'un autre cycle. Alors que la « fin de l'histoire » de la modernisation se poursuit, une autre histoire a déjà commencé.

Références

Barshay Andrew 2004 *The Social Sciences in Modern Japan. The Marxian and Modernist traditions*, Berkeley, University of California Press.

Benjamin Walter 1979

- a. *Charles Baudelaire. Un poète lyrique à l'apogée du capitalisme*, trad. J. Lacoste, Paris, Payot
- b. Zentralpark. Fragments sur Baudelaire n° 27, in *Charles Baudelaire. Un poète lyrique à l'apogée du capitalisme*, trad. J. Lacoste, Paris, Payot.

Berlin Isaiah 1991 « Joseph de Maistre and the origins of fascism » in *The crooked timber of Humanity*, New York, Knopf, pp 91-174.

Foucault Michel 1984 « Qu'est-ce que les Lumières ? », *Dits et écrits*, Paris, Gallimard, vol. 4, pp 562-578

Hau Michel 1987 *L'industrialisation de l'Alsace, 1803-1939*, Strasbourg, Presses universitaires.

Jameson Fredrik 1999 « Soseki and Western Modernism » in Masao Miyoshi & H.D. Harootunian, *Japan in the World*, Durham, Duke University Press, pp 177-195.

Koolhaas Rem 1978 *Delirious New York*, New York, Monacelli

Meschonnic Henri & Hasumi Shiguehiko (ed.) 2002 *La modernité après le post-moderne*, Paris, Ed. Maisonneuve & Larose

Rieu Alain-Marc 1996 « La modernité et la question du politique dans la pensée japonaise » *Cent ans de pensée au Japon*, Arles, Editions Picquier, tome 1, préface.

Rieu Alain-Marc 1997 « La formation d'académies privées et la codification des savoirs économiques au Japon des Tokugawa », revue *Entreprises et histoire*, Paris, Eska, juin

Rieu Alain-Marc 2001

- a. *Savoir et pouvoir dans la modernisation du Japon*, Paris, P.U.F.
- b. *Savoir et pouvoir dans la modernisation du Japon*, 5° partie, chapitres 2,3,4.
- c. *Savoir et pouvoir dans la modernisation du Japon*, 6° partie.

Rieu Alain-Marc 2001-2002 *Le concept de décollage : réception, appropriation et légitimation des savoirs étrangers*, revue *Daruma*, n° 10-11

Rieu Alain-Marc 2002 "La mutation du régime de la connaissance: le Japon et la sortie du post-moderne" in (Henri Meschonnic & Hasumi Shigehiko ed. 2002)

Tafuri Manfredo 1976 *Architecture and Utopia. Design and Capitalist Development*, Cambridge, M.I.T. Press 1976

Venturi Robert 1966 *Complexity and Contradiction in Architecture*, New York, The Museum of Modern Art Papers on Architecture, n° 1